

Responsabiliser les échanges agricoles en Méditerranée

<http://www.futuribles.com/fr/base/article/responsabiliser-les-echanges-agricoles-en-mediterr/>

Après plus de trois ans de recherches ayant mobilisé un consortium de 13 institutions, le programme SustainMed, dont la coordination a été assurée par le CIHEAM (Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes) et son institut de Montpellier, tire ses conclusions. Analysant l'impact des politiques publiques et de la libéralisation des échanges de l'Union européenne (UE) sur les agricultures et les espaces ruraux en Égypte, au Maroc, en Tunisie et en Turquie, il insiste notamment sur les trois dimensions de la durabilité (économique, sociale, environnementale) dans un contexte politique marqué par des révoltes populaires et une dégradation des finances dans la région.

Soulignant la disparité de situations qui prévaut entre ces pays, le programme SustainMed a élaboré des indicateurs et produit des études qui présentent les enjeux croissants en matière de sécurité alimentaire dans ces pays et soulignent les risques, tout comme les opportunités, liés au libre-échange euro-méditerranéen. L'élaboration de scénarios contrastés montre globalement que la libéralisation doit être mise en œuvre en tenant compte de l'acuité des problèmes de développement humain, de croissance insuffisamment inclusive, de pauvreté en milieu rural et de pressions migratoires.

Dans le cadre euro-méditerranéen, depuis 1995, les relations agricoles ont toujours constitué un domaine spécifique voire explosif. Si des accords ont été peu à peu conclus avec l'Égypte et la Turquie pour organiser cette libéralisation, celui avec le Maroc reste symptomatique. Malgré sa signature en février 2012, il fait l'objet de nombreuses controverses de chaque côté de la Méditerranée. La Tunisie n'a de son côté toujours pas bouclé ses négociations avec Bruxelles sur le volet agricole. Il se dessine donc un paysage marqué par la différenciation et donc la primauté du bilatéralisme. Tout comme dans le cadre international caractérisé par l'échec du cycle de Doha, le multilatéralisme n'est pas au rendez-vous en Méditerranée. On peut aussi s'étonner de voir l'UE, si frileuse à ouvrir son espace communautaire aux produits agricoles nord-africains, multiplier les accords de libre-échange avec des États situés aux quatre coins de la planète (Pérou, Colombie, Corée du Sud, Indonésie, et demain Canada et États-Unis dans le vaste projet d'accord commercial transatlantique).

Cette banalisation du libre-échangisme européen peut surprendre par rapport à la dimension géopolitique des rapports avec les pays de la Méditerranée, avec lesquels le commerce doit être doublé d'un devoir de coopération. Seule cette approche serait véritablement responsable. Les analyses du programme SustainMed, sur des aspects certes ciblés, viennent témoigner de cette orientation nécessaire pour le futur des relations euro-méditerranéennes.

Sources : EL HADAD-GAUTHIER Fatima, PETIT Michel, MILI Samir, MONTAIGNE Étienne, GARCIA ALVAREZ COQUE José-Maria, « Sustaining societies and agriculture in the Mediterranean Countries », *International Innovation Review*, mars 2013, pp. 39-40. <http://www.ciheam.org/images/CIHEAM/PDFs/AlaUne/sustainmed.pdf> ; Site Internet du programme SustainMed : <http://sustainmed.iamm.fr/>

Voir également : PETIT Michel, « Après le printemps arabe : pour de nouvelles politiques alimentaires, agricoles et rurales en Afrique du Nord », Blog de la Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM), 4 janvier 2013. URL : <http://www.fondation-farm.org/zoe.php?s=blogfarm&w=wt&idt=1357> ; ABIS Sébastien, *Pour*

le futur de la Méditerranée, l'agriculture, Paris : L'Harmattan, La bibliothèque de l'iReMMO, 2012.
URL : <http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=38432>

Par : [ABIS Sébastien](#)